

ENSEMBLE
SAUVONS
LE CLIMAT

10 CLICHÉS SUR L'EUROPE

ÉLECTION EUROPÉENNE DU 26 MAI 2019

Vous trouverez ci-dessous une série de clichés que nous sommes toutes et tous amené.e.s à entendre sur l'Europe en général. Les citoyen.ne.s ne font d'ailleurs pas nécessairement la part des choses entre l'Union européenne, son fonctionnement et ses politiques.

En quelques phrases, vous trouverez des éléments de réponses à avancer pour vos rencontres de terrain, les porte-à-porte, les marchés... tout en sachant que l'essentiel reste d'écouter le ressenti des gens, de ne pas être donneurs.euses de leçons, de ne pas avoir réponse à tout ! Et puis d'interroger et de proposer des solutions porteuses d'espoir.



1 L'EUROPE EST ÉLOIGNÉE DE MES PRÉOCCUPATIONS. ELLE NE SERT À RIEN. C'EST DE L'ARGENT GASPILLÉ.

L'Europe, en fait, c'est hyper concret. Et puis, penser et agir à l'échelle de notre continent, c'est la seule réponse efficace qu'on peut apporter aux grands défis de notre temps :

**le climat, les migrations, les crises économiques et financières...
Si les autres partis ne s'y intéressent pas ou veulent en sortir,
les écologistes disent "L'Europe, c'est notre affaire !"**

Pour peser, ils ont besoin du maximum de soutiens.

- L'Europe c'est 300 € / an / Français.e. Cet argent sert à soutenir nos agriculteurs, trices, des programmes de recherche, les régions fragiles et à soutenir l'économie locale. Il permet de financer le programme Erasmus, des lignes de train, etc. L'Europe vote aussi des textes qui influencent directement 70 % de nos lois françaises. L'Europe c'est une monnaie commune utile pour les entreprises, le tourisme. L'Europe sert enfin à préserver nos droits fondamentaux grâce à la Charte des droits fondamentaux.
- C'est vrai que cet argent est souvent mal dépensé et que beaucoup de mesures ne vont pas dans le bon sens. L'Europe n'investit pas assez pour sauver le climat ; ça devrait être sa priorité absolue ! Parfois, elle soutient des projets inutiles, comme le «Lyon-Turin» qui coûte des milliards d'euros, alors qu'on peut faire passer toutes les marchandises sur les lignes existantes et qu'on devrait mieux développer les trains du quotidien pour éviter aux gens de prendre leur voiture pour aller au travail. Pour l'agriculture nous disons qu'il faut mettre l'argent de la PAC pour l'agriculture paysanne et bio, pas pour les grands céréaliers qui utilisent du glyphosate ! Tout cela, c'est le projet des écologistes pour sauver l'Europe et sauver le Climat.
- Parfois, avant d'accuser l'Europe, il faut aussi regarder la réalité en France :
 - trop de normes et opacité ? En France on empile 36000 communes, des intercommunalités, des départements, des régions, l'Etat et ses centaines de comités et d'agences qui coûtent cher.
 - pas assez de social ? En France on supprime l'ISF, on baisse les APL et on supprime des maternités.
 - pas assez pour le climat ? En France on construit encore des autoroutes, on est en retard sur les énergies renouvelables et on ne met pas assez d'argent pour isoler les logements.
- L'Europe est utile parce que c'est la bonne échelle pour mettre en place une taxe carbone et une taxe sur le kérosène, pour interdire le glyphosate, pour avoir une stratégie industrielle durable, pour lutter contre la fraude fiscale, pour accueillir dignement les migrant.e.s... Et si nous ne sommes pas ensemble, que pèserons-nous face à la Chine, les USA, la Russie pour résoudre démocratiquement les conflits de notre temps ?

- Trop souvent, les médias et la classe politique française ne s'en occupent pas. Les écologistes, eux, disent «C'est notre affaire ! L'Europe est à nous et nous voulons encore plus peser pour qu'elle agisse pour le climat et pour l'intérêt général.» Et pour que l'Europe se rapproche, il faut élire des député.e.s européen.ne.s en qui on peut avoir confiance comme Eva Joly, José Bové hier, et Yannick Jadot, Michèle Rivasi, Damien Carême, Karima Delli, ou Marie Toussaint (pétition L'affaire du siècle)... aujourd'hui.

2 L'EUROPE ET LES ÉLUS SONT AUX MAINS DES LOBBIES, DES INTÉRÊTS PRIVÉS ET DES BUREAUCRATES DE BRUXELLES. CE N'EST PAS DÉMOCRATIQUE.

L'Europe, c'est beaucoup de lobbyistes ! Environ 20 000. Et la plupart sont les adversaires absolus des écologistes. Ils travaillent au service des industries polluantes, de la chimie, de l'industrie automobile, et des multinationales qui refusent toutes les normes qui permettraient d'assurer la santé et la sécurité de nos concitoyen.ne.s.

Et c'est parce que les lobbies influent trop souvent sur les politiques qu'il faut des écologistes, pour proposer et faire voter des lois qui empêchent de faire n'importe quoi. C'est le cas d'un texte qui a été adopté récemment, qui oblige les député.e.s à rendre public leurs rendez-vous avec les lobbies.

Pour voter contre les lobbies, il faut voter écologiste.

- Les écologistes ont choisi leur camp : celui de la transparence. Avec une ancienne juge incorruptible comme Eva Joly, nous avons fait avancer les choses. On place au cœur de notre programme la lutte contre les lobbies, qui défendent les intérêts de quelques-uns et des multinationales au détriment de l'intérêt général. C'est dans ce cadre qu'on propose une amélioration du fonctionnement des institutions européennes, avec la création d'une Haute autorité de la transparence qui garantira la transparence des décisions au niveau européen. L'idée est aussi de permettre à la société civile de lutter contre la corruption, en protégeant les lanceurs et lanceuses d'alerte et les médias qui mènent ces enquêtes.
- Récemment, un amendement écologiste a rendu obligatoire pour les commissaires et rapporteurs de loi la transparence de toutes leurs rencontres avec des lobbyistes : une grande partie de la droite a voté contre. Mais le texte a été adopté. Grâce aux écologistes, finis les petits arrangements entre amis en toute discrétion ! C'est un premier pas et c'est surtout la preuve que quand on veut de la transparence, on est en capacité de la mettre en œuvre !
- Les écologistes sont reconnu.e.s comme les député.e.s les plus présent.e.s et les plus actifs au Parlement européen. Ils réussissent à créer des coalitions sur des sujets importants en matière d'environnement, de protection sociale,

ou de protection juridique... C'est pour cela que l'Europe est en avance sur la plupart des pays européens en matière d'environnement et de protection des droits.

- L'assiduité, ce n'est pas vraiment le cas de tous les groupes politiques ... à commencer par la droite et l'extrême-droite ! Ils aiment beaucoup dire du mal de l'Europe mais ne rechignent pas à se placer quelques années avant de revenir faire de la politique en France une fois qu'ils auront plus de chances de se faire élire au niveau national, sans fournir le travail demandé... ou à utiliser cet argent et payer des employés pour faire autre chose (garde du corps de Marine Le Pen).

3 QUOI QU'ON FASSE, L'EUROPE EST ULTRALIBÉRALE, POUR LA CONCURRENCE À TOUS LES NIVEAUX.

Justement, c'est bien pour cela qu'il faut voter pour des député.e.s européen.ne.s écologistes, qui pourront se battre pour défendre les services publics, la solidarité et la défense de l'environnement, face aux nombreux lobbies et aux dirigeants européens ultralibéraux, ou populistes. Sinon, l'Europe sera encore plus ultralibérale et encore moins solidaire.

- Nous proposons un Pacte social européen pour s'opposer à cette dérive ultralibérale, avec une « garantie des services publics », un « revenu minimum » dans chaque pays, un « fonds social pour la transition écologique »... Mais nous voulons aussi créer une « sécurité socio-environnementale », qui serait l'équivalent de la sécurité sociale, adaptée au défi climatique mondial et aux nouveaux enjeux d'inégalités et de santé publique.
- L'Europe a été une belle idée, qui a su construire la paix à la sortie de la Seconde Guerre mondiale. Face aux défis mondiaux, les écologistes proposent un vrai pacte pour une Europe à la fois plus écologique, plus solidaire et plus démocratique. Car on ne sauvera pas le climat sans justice sociale et en imposant un libéralisme débridé.
- Quand on parle de ceux qui décident en Europe, on parle en fait très souvent des gouvernements des pays qui la composent. Dans les faits, la Commission (fonctionnaires et commissaires proposés par les Etats et acceptés par le Parlement) et le Conseil (ministres et chefs de gouvernement) qui pèsent sur les orientations lourdes. En plus, depuis 2014, la majorité du Parlement européen était de droite. En votant pour des écologistes partout en Europe, nous pourrions changer le rapport de force. Et puis certains de ces dirigeants (Barroso, Junker) ont montré leur perméabilité avec les milieux financiers. Il y a un déficit démocratique et c'est aussi cela qu'il faut changer, pour faire avancer des idées nouvelles et sortir de ce libéralisme effréné.

4 L'EUROPE NE PEUT PAS SAUVER LE CLIMAT. IL FAUT QUE CE SOIT LES ÉTATS QUI AGISSENT. ET EN PLUS, LA CHINE OU LES USA... SONT BIEN PLUS FAUTIFS.

Le climat ne pourra être sauvé que par une action forte, coordonnée au niveau international. C'est ce que le GIEC nous dit dans son dernier rapport. Il y a urgence. Et la COP21 qui a eu lieu à Paris en 2015 a posé un cadre. Mais beaucoup d'États ne respectent pas cet accord, et certains en sont même sortis, comme les États-Unis de Trump.

On ne peut pas attendre que les autres changent pour agir. L'Europe a été le continent qui a pollué le plus dans le passé. Elle doit devenir exemplaire et entraîner les autres puissances à agir pour sauver le climat. Aucun pays ne pourra avoir une influence aussi forte.

- Aucun pays ne peut être exonéré de ses responsabilités quand on parle de pollutions atmosphériques et de dérèglement du climat. Après tous les rapports d'experts (GIEC) sur le sujet, il est grave que plusieurs grandes puissances aient déclaré ne pas vouloir agir : Russie, États-Unis, Inde, Brésil... On ne peut pas les attendre ! Les États-Unis de Trump ont décidé de sortir du jeu en revenant sur leurs engagements, et c'est une erreur qu'ils paient sur la scène internationale et auprès de l'opinion publique. Aux États-Unis mêmes, de nombreuses villes et plusieurs États ont déclaré s'y opposer. L'Europe a une responsabilité historique et morale sur ce sujet. Elle doit tenir sa place et s'engager dans une action massive pour sauver le climat. L'Europe est le troisième plus gros émetteur de gaz à effet de serre dans le monde. On n'a plus le temps d'attendre que les autres États agissent en même temps que nous pour agir : il faut commencer et montrer la voie.
- Les États européens n'ont pas la capacité à influencer sur le cours des choses chacun de leur côté. Il faut agir chez nous, en France, pour changer nos comportements. Mais l'effet global sera insuffisant. Or, la pollution et la crise climatique n'ont pas de frontière. Pour nous, l'Europe est le seul niveau valable pour avoir une action efficace sur le climat mondial. Parce que c'est la première puissance économique, parce qu'elle a un rôle historique majeur sur ce sujet, et aussi parce qu'elle est en première ligne des conséquences du changement climatique (migrations qui vont s'accroître, montée du niveau de la mer, sécheresses...). Beaucoup de pays dans le monde continuent de regarder ce que fait l'Europe. L'Europe conserve un poids important dans de nombreuses institutions internationales qui peuvent relayer cette urgence : ONU, Unesco, PNUD etc.
- L'Union européenne dispose de leviers importants pour agir : la production d'énergie, l'agriculture, les transports, l'industrie, qui représentent une grande majorité des émissions de gaz à effet de serre. C'est donc là qu'il faut agir pour changer les choses.

5 L'EUROPE EST AU SERVICE DE L'ALLEMAGNE. ELLE ÉCRASE LES FAIBLES, COMME LA GRÈCE. LA FRANCE NE DOIT PAS SE LAISSER ENTRAÎNER LÀ-DEDANS !

La Grèce a été une des victimes des choix non-démocratiques de la Banque centrale européenne et des gouvernements de la zone euro. Ces choix contestables sont une source de tensions majeures dans l'Union. C'est pour ça qu'on veut réformer le système financier et changer les règles du jeu. Ça commence par réformer la BCE et encadrer la finance, avec une vraie taxe sur les transactions financières. De ce point de vue, le projet écologiste est très clair : l'Europe doit aider les populations et les États membres plutôt que les banques. Une révision des traités est nécessaire pour modifier la règle du jeu et permettre des déficits quand ils financent des investissements utiles d'un point de vue écologique et social.

- L'Union doit à nouveau faire la force. Mettre en œuvre un Traité environnemental européen, c'est justement l'occasion pour l'Europe de sortir des logiques uniquement financières. L'Union européenne apparaît trop souvent comme une instance injuste, chargée de faire respecter des règles de gestion libérales décidées loin des citoyennes et des citoyens. La règle des 3 % de déficit public en est un exemple. Elle empêche la dette excessive dans certains cas, mais aussi de faire des choses utiles. C'est trop contraignant et ça renforce le sentiment antieuropéen.
- On propose l'instauration d'une règle de comptabilité publique au niveau européen, comme au niveau national ou municipal. Ça permettrait de faire en sorte que tout investissement (activité ou projet) bénéfique pour l'environnement ou la solidarité ne soit plus considéré comme du déficit. En effet, ces investissements rapporteront des gains à la collectivité et doivent donc être considérés comme une richesse.
- Ce n'est pas que la faute de l'Allemagne. La France a été complice : le Président Hollande a renoncé devant son « ennemi la finance ». Le commissaire français Pierre Moscovici a été l'un des artisans de la main de fer sur la Grèce. Le Président Macron est encore et toujours sur la même ligne.

6 ON A VOTÉ NON AU REFERENDUM SUR LE TRAITÉ CONSTITUTIONNEL EN 2005. ET ILS ONT QUAND MÊME FAIT CE QU'ILS VOULAIENT.

Ce référendum sur le TCE de 2005 a été un simulacre de démocratie. Nous proposons une nouvelle façon de revoir les traités européens, plus démocratique, plus écologique et plus solidaire : un nouveau Traité environnemental européen, construit avec les Européen.ne.s et porteur d'avancées sociales, écologiques et démocratiques.

Nous proposons de mettre en place une Assemblée constituante, capable de redonner des priorités à l'Europe.

- Le projet de 2005 était davantage imposé par le haut que construit avec les citoyennes et les citoyens. Nous proposons une approche différente, co-construite avec les citoyen.ne.s, en organisant des débats dans les territoires de l'Union dont les résultats serviront de base au futur traité. Une fois le texte prêt, il sera ensuite voté par les citoyen.ne.s et les États. Il faut une nouvelle approche qui redonne la parole aux gens, pour redonner envie aux citoyen.ne.s de participer à l'Europe. Cette façon de faire de la politique permettra de rapprocher les peuples qui composent l'Union et de former – par l'expérience partagée et le vécu de décisions communes – une Europe plus fédérale, unie et solidaire.
- Ce qui changera également, c'est que dans ce traité on obligera les États à respecter des objectifs environnementaux ambitieux pour enfin entamer les transitions nécessaires en Europe. Par ce traité, les pollueurs pourront être poursuivis : non seulement ils devront payer leurs dégâts, mais en plus ils seront obligés de changer leur façon de faire. Cela passe par la mise en place d'une justice environnementale pour lutter contre les crimes contre l'environnement avec des critères contraignants et des sanctions financières adaptées. Cette justice est nécessaire pour l'interdiction des produits toxiques qui nous rendent malades, la sortie du carbone pour un air sain et plus d'emplois, et pour un protectionnisme vert (avec une taxe carbone aux frontières de l'Europe) pour faire cesser le dumping environnemental et social.

7 L'EUROPE N'IMPLIQUE PAS SES CITOYENS. AUCUN ÉLU NE ME REPRÉSENTE. IL FAUT INSTAURER LE R.I.C !

Nous proposons d'instaurer des référendums européens d'initiative citoyenne (REIC) pour redonner la parole aux Européen.ne.s sur l'avenir de l'Europe. C'est indispensable pour peser face aux lobbies et aux conservatismes si on veut faire de l'Europe un espace de démocratie et de solidarité.

Les élu.e.s écologistes ne sont pas des femmes et des hommes politiques traditionnel.le.s. Ils ont des parcours très divers : beaucoup sont issu.e.s de la société civile et ont de longues années de militantisme derrière eux. Comme les milliers de jeunes à travers l'Europe qui marchent pour le climat, ces gens s'engagent par conviction, parce que l'écologie est devenue une urgence.

- L'implication citoyenne, c'est l'essence même de la démocratie. C'est pourquoi on propose d'instituer un RIC européen, pour que toutes les personnes vivant dans cet espace puissent se saisir directement des décisions qui y sont prises. Mais ce n'est pas tout : on propose aussi d'instaurer des actions de groupe à l'échelle européenne ! Face aux multiples scandales et aux abus des groupes d'intérêts privés, nous voulons permettre les actions de groupe au niveau européen, pour lutter contre les atteintes à l'environnement, à la santé et contre les discriminations. De plus, on propose de garantir le suivi politique de toutes les initiatives citoyennes européennes réunissant 1 million de signatures et de lancer des consultations dans toute l'Europe . Elles seront contraignantes sur le modèle du référendum.
- La démocratie participative est l'avenir de nos systèmes politiques. Et le RIC peut être un moyen d'améliorer le fonctionnement démocratique français. On y croit tellement chez les écologistes qu'on l'a instauré à l'échelle locale : en Occitanie, une Charte de la Citoyenneté Active a été mise en place. A Grenoble, le maire écologiste Eric Piolle a développé des outils innovants : des budgets participatifs annuels, mais surtout un droit de pétition. Mais le préfet l'a fait interdire. Il faut changer la loi et l'Europe peut nous aider.

8 CE N'EST PAS UNE ÉLECTION EUROPÉENNE. ON VOTE CHACUN DANS SON PAYS, CE NE SONT MÊME PAS DES PARTIS ET DES CANDIDATS EUROPÉENS QUI SE PRÉSENTENT.

On vote dans chaque pays, en effet. Mais tou.te.s les Européen.ne.s votent en même temps pour élire des député.e.s au Parlement européen. C'est le seul moment de démocratie en Europe.

C' est vrai qu'il n'y a pas encore d'espace politique connu et reconnu au niveau européen. Et à part les écologistes (avec le Parti vert européen, créé en 2004), il n'y a pas de grand parti européen. C'est aussi vrai que beaucoup de candidat.e.s se recyclent à l'Europe, en espérant revenir chez eux (c'est d'ailleurs souvent leur rare geste écologique). Sauf que pour les écologistes, l'engagement européen est engagement à part entière : pour nous l'Europe est un échelon majeur de la politique, celui où nous voulons – et pouvons – changer les choses.

- Les écologistes demandent depuis toujours que cette élection propose des listes vraiment européennes, avec des candidat.e.s issu.e.s de tous les pays. En attendant, depuis des années, ils ont choisi de faire campagne avec un programme européen (discuté et trouvé en accord avec les autres partis Verts en Europe) et des têtes de liste européennes. Cette année, c'est Ska Keller (candidate en Allemagne) et Bas Eickhout (candidat aux Pays-Bas) qui sont le duo candidat pour la Présidence de la Commission européenne. C'est le seul duo et Ska Keller est la seule femme tête de liste européenne de cette campagne. Encore une exception écologiste !
- Depuis la première élection du Parlement européen, en 1979, l'élection des député.e.s européen.ne.s se fait tous les 5 ans et donne des majorités relatives. Ce qui veut dire qu'il faut former des coalitions au Parlement pour gouverner, comme ce qui se passe en Allemagne. Les écologistes font tout pour augmenter les pouvoirs du Parlement, qui est la seule institution directement élue par les citoyens européens.

9 POUR MOI, L'EUROPE, C'EST UNE BELLE IDÉE AU DÉPART. MAIS JE N'Y CROIS PLUS.

L'Europe est un projet enthousiasmant, une promesse de dépassement des frontières nationales et des nationalismes qui ont provoqué les guerres. C'est la possibilité de peser sur le cours des choses au niveau mondial. Elle a été un espoir. Elle est devenue au fil du temps un problème pour de nombreuses et nombreux Européen.ne.s qui ne comprennent plus ce que fait cette bureaucratie lointaine. Aujourd'hui, l'Europe semble en danger. Il faut la sauver, car c'est le meilleur niveau d'action pour agir pour sauver le climat et protéger ses habitants.

Les écologistes veulent se battre pour cette idée de l'Europe qui a fait rêver des générations d'Européens. Le projet d'une Europe fédérale protectrice, solidaire et écologique reste entier. Pour cela, il faut plus de député.e.s convaincu.e.s que cette idée a encore de l'avenir et prêt.e.s à défendre ce projet : il faut sauver l'Europe pour sauver le climat.

- Il y a un vrai risque d'explosion de l'Europe à court ou moyen terme. Et face à cela, il reste peu de forces authentiquement européennes capables de s'opposer à cette évolution au sein de l'Europe elle-même. Les menaces et les pressions viennent à la fois de l'intérieur et de l'extérieur
- A l'intérieur, l'idée européenne se délite. On voit monter depuis quelques années dans les opinions publiques de plusieurs pays un très fort sentiment anti européen qui vise particulièrement les institutions et le fonctionnement bureaucratique et libéral de la Commission et des dirigeants européens. Les libéraux comme Emmanuel Macron tuent l'Europe en l'affaiblissant. Le discours libéral est une arnaque et un piège.
- Par l'extérieur, l'Europe est en danger face à la montée des périls au niveau mondial. On voit les crises diplomatiques, les conflits économiques s'aiguiser, et certaines régions aux frontières de l'Europe sont déstabilisés. Mais on voit surtout les pressions des grandes puissances (Russie et États-Unis notamment) pour tenter de faire exploser l'Union européenne et prendre l'ascendant sur les pays qui la composent et éliminer cette grande puissance concurrente dans le jeu mondial.
- Pourtant, seule l'Europe, unie et ferme sur ses valeurs fondatrices, peut répondre à ces défis. Et la seule force politique qui porte encore l'idée d'une Europe unie dans la diversité, d'une Europe fédérale fondée sur des valeurs communes, avec un projet à la hauteur des enjeux du XXIe siècle, c'est l'écologie.

10 L'EXTRÊME DROITE ET LES POPULISTES PROGRESSENT PARTOUT. CE N'EST PAS LE MOMENT DE VOTER POUR LES ÉCOLOS. IL FAUT TOUS VOTER POUR LA GAUCHE / POUR MACRON.

C'est certain, la montée des nationalismes populistes en Europe et dans le monde est très préoccupante : en Autriche, Italie, Hongrie, Pologne, etc. Mais quelles sont les forces politiques réellement prêtes à s'y opposer au niveau européen ? La gauche est en déclin, parfois elle reprend des thèmes anti-Europe et Emmanuel Macron fait le pari d'un virage à droite.

Il ne reste que les écologistes pour porter une autre idée de l'Europe et de l'avenir, face au projet de la droite populiste et de l'extrême droite. C'est écologie ou barbarie !

- Sur un certain nombre de sujets que portent les partis nationalistes populistes, les vieux socialistes et La République En Marche n'ont pas fait preuve de grand courage ces dernières années. Sur la question des migrant.e.s et de l'accueil des réfugié.e.s, par exemple, la France est apparue très en retard par rapport à certains de ses voisins comme l'Allemagne. Et la politique menée par le gouvernement actuel ne va pas dans le bon sens : la logique de quotas et le discours cynique du ministre de l'Intérieur (G. Collomb, sur les "benchmark" fait par les migrant.e.s avant de venir dans un pays) et la baisse des moyens des associations d'aide aux migrant.e.s entraînent de graves problèmes, dont les multiples camps sauvages installés dans les grandes villes sont le reflet. Pour nous, une autre politique des migrations est possible et urgente ! Et l'Europe ne peut pas renier ses valeurs fondamentales (accueil, droits humains) sur ce sujet.
- Les écologistes sont le parti politique le plus cohérent aujourd'hui au niveau européen (PVE) et au niveau mondial. Cette organisation nous permet d'avoir un temps d'avance dans la lutte pour utiliser l'Europe pour en faire une force pour faire face aux périls qui s'annoncent. Face aux risques climatiques et à la crise des ressources, face à la montée de l'extrême droite et des populistes à travers le monde et en Europe, on ne peut pas compter sur les libéraux pour résoudre le problème : au contraire, l'ultralibéralisme crée la misère qui alimente le désespoir et les populistes en profitent. C'est un cercle vicieux. Il faut un projet européen qui sorte de cette logique mortifère, un projet puissant, démocratique, solidaire et écologique. Nous n'avons pas le choix : il faut sauver l'Europe, pour sauver le climat ! Nous ne sommes pas condamnée.e.s à subir l'arnaque libérale ou le hold-up populiste.